

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 15/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2025

Contexte et constats

Publié sur 

ArcelorMittal France - Train à chaud

17, avenue des Tilleuls
57190 Florange

Références : SEREMANGE-ERZANGE_AMF-TAC_2025-04-09_RAPVI-pfas_LV_01353
Code AIOT : 0006201887

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2025 dans l'établissement ArcelorMittal France - Train à chaud implanté Usines à chaud - Portier de la vallée 57290 Serémange-Erzange. L'inspection a été annoncée le 12/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 31 mars 2025 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2025 PFAS. Par courriel du 10 février 2025, l'inspection a transmis à l'exploitant une demande de plan d'action visant à investiguer sur la présence de AOF/PFAS mesurés lors des trois campagnes d'analyse PFAS imposées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation. La demande de l'inspection vise également la mise en place d'une surveillance pérenne et la suppression ou réduction autant que possible des substances PFAS/AOF mesurées. L'exploitant a apporté ses observations par courrier du 17 mars

2025 transmis à la préfecture de la Moselle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ArcelorMittal France - Train à chaud
- Usines à chaud - Portier de la vallée 57290 Serémange-Erzange
- Code AIOT : 0006201887
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral n°99-AG/2-186 du 26 juillet 1999 modifié autorisant la société SOLLAC (devenue ArcelorMittal France) à poursuivre l'exploitation de son train à chaud situé sur le territoire des communes d'Hayange et de Serémange.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Interdiction à venir du PFOA et du PFHxA	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
3	Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées propose au préfet de la Moselle suite à la visite d'inspection

du 31 mars 2025 :

- de prescrire par arrêté préfectoral complémentaire des analyses trimestrielles des 20 substances PFAS préoccupantes ainsi que la mesure en AOF pendant une durée de 1 an sur le point de rejet aqueux de la station d'épuration du Train à chaud (TAC) et sur le point de prélèvement de l'eau de Moselle (rapport de l'inspection dans ce sens à venir) ;
- que l'exploitant transmette un plan d'action concernant l'élimination et la substitution des émulseurs contenant des substances PFAS non autorisées/ avec interdiction à venir.

Par ailleurs, deux actions correctives sont attendues de l'exploitant concernant la transmission du retour d'un fournisseur sur les substances PFAS potentiellement contenues dans des produits utilisés sur le TAC ainsi que sur la transmission à la direction générale de la prévention des risques (DGPR) de la quantité stockée de plus de 50 kg d'émulseurs contenant du PFOA.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : "L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 ^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées".
Constats : Par courrier du 4 septembre 2023 (référence QSSE/33/23/JFM/JL), l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir recherché via les n°CAS des 28 substances visées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 dans sa base données SIPROD regroupant les fiches de données de sécurité des produits recensés sur le site les substances PFAS potentiellement présentes dans l'installation. L'exploitant déclare que les résultats se sont révélés négatifs : aucune substance PFAS n'est identifiée comme entrant dans la composition des produits utilisés sur le site de Sérémange-Erzange, telles que présentées dans les fiches de données de sécurité. La station d'épuration située sur le site du train à chaud reçoit les effluents industriels du train à chaud, ainsi que les eaux pluviales de drainage de l'aciérie (à l'arrêt depuis 2012) et du train à chaud. L'eau utilisée pour le process du train à chaud est en circuit fermé sur le circuit de refroidissement des moteurs, des fours et des compresseurs d'air. Seule la partie relative au "circuit C" destinée à refroidir le produit et enlever la couche d'oxyde est en contact direct avec le produit et peut être émettrice de substances PFAS dans l'environnement. Par courrier du 17 mars 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection avoir sollicité les fournisseurs de produits principaux utilisés sur le Train à Chaud et reconnus pour leurs propriétés de résistance à la chaleur (huile de laminage et huiles hydrauliques). Lors de la visite du 31 mars 2025, l'exploitant

a présenté à l'inspection :

- un courrier de réponse du 24 mars 2025 de la société SHELL
- un courrier de réponse du 27 mars 2025 de la société QUAKER HOUGHTON

précisant qu'aucune substance PFAS n'entre dans la composition des huiles utilisées sur le site. Les fournisseurs précisent que des substances PFAS peuvent néanmoins être retrouvées à l'état de traces.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection ne pas avoir reçu le retour de l'ensemble des fournisseurs sollicités (notamment la société ESSO sollicitée par courriel du 20 mars 2025).

L'exploitant déclare par ailleurs qu'aucune substance PFAS produite par dégradation n'a été identifiée sur le site.

Par courrier du 17 mars 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection avoir interrogé les fournisseurs des émulseurs stockés sur le site pour identifier la composition de ces derniers. Lors de la visite d'inspection du 31 mars 2025, l'exploitant a confirmé à l'inspection la présence de certaines substances PFAS identifiées dans 2 produits présents sur le site et dédiés à la lutte contre l'incendie :

- Le produit UNISERAL A106 fabriqué en 2016, contenant notamment du PFOA et PFHxA (d'après le justificatif de composition du produit présenté par l'exploitant). 200 litres sont stockés sur le site ;
- Le produit Profilm AR 3-3 fabriqué en 2020, contenant des PFAS à chaînes courtes (C6 ou moins d'après le courrier de réponse du fournisseur qui ne se dégradent pas en PFOA ou autres PFCAs dans l'environnement). 1700 litres sont présents sur le site.

L'exploitant déclare que ces produits n'ont pas vocation à être utilisés en dehors d'un contexte d'incendie, qu'aucune application d'émulseur n'a été réalisée sur le secteur du TAC depuis au moins 3 ans et qu'aucun stockage n'est réalisé sur le site même du TAC (stockage dans le local pompiers des Grands Bureaux de Florange). L'exploitant déclare ne pas avoir connaissance d'exercices incendie de grande ampleur sur le secteur du TAC ou de l'aciérie pouvant utiliser des émulseurs contenant des substances PFAS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection dès réception le retour du fournisseur manquant sollicité par courriel du 20 mars 2025 pour le listing des substances PFAS potentiellement présentes dans les produits utilisés sur le TAC.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF

Prescription contrôlée :

I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les

installations classées pour la protection de l'environnement.

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3.

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée. [...] L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. [...]

Constats :

L'exploitant a transmis via la plateforme GIDAF les résultats des trois campagnes d'analyses PFAS réalisées aux mois de février, mars et avril 2024 sur l'unique point de rejet aqueux de l'établissement, en sortie de la station d'épuration, recueillant les effluents industriels du TAC ainsi que les eaux pluviales de drainage de l'aciérie et du TAC.

L'exploitant déclare lors de l'inspection que les prélèvements ont été réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation (pas de ligne de production à l'arrêt).

L'inspection des installations classées note :

- que les prélèvements ont été sous-traités par la société Eurofins hydrologie Est SAS à la société LPI Moselle pour l'ensemble des échantillonnages réalisés, qui est agréée par le ministère de l'environnement pour le prélèvement d'eaux résiduaires ;
- que les analyses sont réalisées par l'organisme Eurofins hydrologie Est SAS pour l'ensemble des mesures réalisées, qui est agréé par le ministère de l'environnement pour l'analyse des substances visées dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susmentionné ;
- que les prélèvements en sortie de la station sont effectués sur un échantillonnage 24h proportionnel au temps, malgré le cahier des charges du bon de commande présenté par l'exploitant lors de la visite d'inspection du 30 mars 2025 demandant un prélèvement sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit. L'inspection a constaté lors de la visite de terrain la possibilité pour un organisme extérieur à l'installation d'effectuer un

échantillonnage proportionnel au débit. L'exploitant a précisé lors de la visite d'inspection que le débit de l'installation est constant et continu en sortie de la station. La précision "débit mesuré par l'industriel" est indiquée sur la plateforme GIDAF de restitution des résultats ;

- que les limites de quantification des substances PFAS et du paramètre AOF sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 (partiel)

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

Prescription contrôlée :

Article 2 (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :

"L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

[...]

-limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;

-respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;

-gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement".

Article 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°99-AG/2-186 du 26 juillet 1999 modifié :

"Le train à chaud est alimenté en eau déminéralisée par un réseau en provenance de la centrale vapeur d'Ebange pour l'alimentation de la machine à écrire (5 m3/h en moyenne) et en eau de Moselle par deux collecteurs de diamètres 700 et 900 mm provenant de la pomperie de Florange et Sérémange (300 m3/h en moyenne)".

Constats :

Les deux premières campagnes d'analyses réalisées respectivement du 9 au 10 février 2024 et du 6 au 7 mars 2024 montrent des résultats inférieurs aux limites de quantification pour les 28 PFAS analysés ainsi que pour le paramètre des AOF. La troisième campagne de mesures PFAS sur les eaux résiduelles de l'installation du 17 au 18 avril 2024 démontre :

- une concentration mesurée en AOF de 6,6 microgrammes par litres ;
- un débit rejeté sur 24 heures de 6978 m3/j (débit mesuré par l'industriel) ;
- un flux moyen journalier rejeté de 46,05 grammes ;
- des valeurs mesurées en fluor constantes sur les trois périodes d'analyse, de 500 microgrammes/L en moyenne sur les trois campagnes.

Le site du train à chaud est exclusivement alimenté en eau de Moselle et en eau recyclée réinjectée après traitement sur la station dont la qualité est assimilée à celle relevée en sortie de

station.

L'exploitant a doublé les campagnes d'analyse des eaux rejetées par la station du TAC par des prélèvements ponctuels de l'eau de Moselle, sur le lieu de prélèvement habituel des eaux industrielles. Les prélèvements ont été effectués par la société LPI Moselle (même prestataire que pour les campagnes d'analyse PFAS au point de rejet aqueux de l'établissement) et analysés par la société Eurofins Hydrologie Est SAS. Les rapports d'analyse de l'eau de Moselle réalisés sur les mois de février à avril 2024 démontrent :

- des résultats inférieurs aux limites de quantification pour les 28 PFAS visés à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sur les trois campagnes d'analyse ;
- des résultats inférieurs aux limites de quantification pour le paramètre AOF sur les deux premières campagnes d'analyse ;
- une concentration mesurée en AOF de 2,9 microgrammes/L pour le troisième prélèvement (17 avril 2024).

Par courrier du 17 mars 2025, l'exploitant précise que l'eau de Moselle se concentre au contact des équipements process (évaporation). Ce phénomène peut expliquer selon l'exploitant la différence de concentration relevée entre l'eau d'appoint et celle rejetée.

Par courrier du 17 mars 2025, l'exploitant explicite les autres causes possibles (que l'eau d'appoint) de détection d'AOF mais d'absence de détection de substances PFAS :

- des substances PFAS autres que les 28 analysées sont présentes dans l'installation. L'inspection note que l'exploitant a néanmoins recherché à l'aide des FDS des produits présents sur le site les substances PFAS potentiellement contenues dans les produits, et que l'exploitant s'est rapproché des fournisseurs des produits utilisés sur le TAC à chaud pour identifier des substances PFAS qui ne seraient pas décrites dans les FDS ;
- des interférences sont connues entre la mesure d'AOF, les halogénures et les chlorures. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a démontré à l'inspection que l'eau de Moselle présente une charge significative en chlorures, de l'ordre de 150 mg/L sur la période de mesure concernée par la troisième campagne d'analyses. L'inspection précise que des interférences peuvent effectivement exister sur des effluents particuliers, salés (de l'ordre de 5 g/l en chlorures) et chargés en MES ou en fluorures (type rejets de bain de traitement de surface) ;
- les incertitudes de mesure du paramètre AOF peuvent atteindre 50 %. La limite de quantification fixée à 2 g/L peut poser un problème de sensibilité de mesure.

L'exploitant conclut que la source la plus probable d'AOF mesuré sur la troisième campagne d'analyses provient de l'eau d'appoint du site. Par conséquent, aucune action de réduction ou de surveillance complémentaire des émissions d'AOF n'est proposée par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant a démontré qu'aucune substance PFAS n'est ou n'a été utilisée historiquement sur le site du TAC (cf constat n°1). L'inspection considère, au vu des concentrations mesurées en AOF pour la troisième campagne d'analyses, que la concentration mesurée en sortie de la station peut être corrélée avec la concentration mesurée dans l'eau de Moselle. Par conséquent, l'inspection ne demande pas à l'exploitant d'engager un plan d'action pour réduire les rejets mesurés en AOF. En revanche, l'inspection propose d'imposer une surveillance trimestrielle de mesure des AOF et des 20 substances PFAS décrites à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, pendant une durée d'un an, soit 4 mesures sur le point de rejet aqueux de la station et dans l'eau de Moselle, au point de localisation du prélèvement. L'exploitant s'assurera que l'organisme agréé de mesure prendra les dispositions nécessaires afin de réaliser un prélèvement 24 heures asservi au débit. En

ce sens, un rapport de l'inspection proposant un arrêté préfectoral complémentaire est rédigé en parallèle du présent rapport de visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Interdiction à venir du PFOA et du PFHxA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants :

"1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5".

Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006) :

"4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin. 5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA".

Constats :

<p>Lors de la visite d'inspection du 31 mars 2025, l'exploitant a confirmé la présence de certaines substances PFAS identifiées dans 2 produits présents sur le site et dédiés à la lutte contre l'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le produit UNISERAL A106 fabriqué en 2016, contenant notamment du PFOA et PFHxA (d'après le justificatif de composition du produit présenté par l'exploitant). 200 litres sont stockés sur le site ; • Le produit Profilm AR 3-3 fabriqué en 2020, contenant des PFAS à chaînes courtes (C6 ou moins d'après le courrier de réponse du fournisseur qui ne se dégradent pas en PFOA ou autres PFCAs dans l'environnement). 1700 litres sont présents sur le site. <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que des consignes de non-utilisation du produit UNISERAL A106 (faibles quantités stockées) sont transmises pour le stock de 200 litres contenant notamment du PFOA et PFHxA dans l'attente de son élimination avant fin 2025 par une filière de traitement adaptée.</p> <p>L'exploitant a précisé que le produit Profilm AR 3-3 sera également remplacé et les stocks éliminés en filière de traitement adaptée d'ici à fin 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 3 mois un plan d'action de substitution des émulseurs contenant des PFAS (notamment du PFOA et du PFHxA). Le plan d'action précisera notamment la démonstration de la compatibilité des nouveaux émulseurs au système mis en place par l'exploitant, la procédure mise en place durant la phase d'indisponibilité du système de défense incendie, ainsi que la procédure de nettoyage ainsi que l'élimination des émulseurs et des eaux de rinçage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Notification des stocks de PFOA

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant n'a pas informé la direction générale de la prévention des risques de la quantité stockée de 200 litres d'émulseur (produit UNISERAL A106) contenant notamment du PFOA.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de communiquer sous 3 mois à la DGPR la masse d'émulseur (kg) contenue sur chacun des sites d'AMF Florange, les concentrations de PFOA mesurées dans ces produits ainsi que les mesures de gestion du stock. L'exploitant pourra préciser son plan d'action pour l'élimination visée de ce produit à la fin de l'année 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois